

Les leçons copenhagoises

Un peu de recul par rapport à l'événement ne m'a pas permis de réfléchir. Depuis le 21 décembre, point final du happening climatique danois, la poussière est retombée. Que se passait-il au juste lorsque ces 45.000 personnes s'agitaient dans la capitale de la petite sirène ?

Se mettre d'accord à 192 est quasi impraticable ; il va bien falloir que les petites nations se regroupent pour peser par rapport aux colosses chinois, étatsunien et bientôt indien. Sinon, c'est l'oligarchie, et tous ceux qui n'en sont pas sont hors jeu. Donc une seule Amérique centrale, une ou deux amériques du sud, etc., et... une seule Europe...

Mais revenons au climat. Place à la sagesse de nos grands anciens : Michel Serres, dans Le Monde du 22 décembre, a bien parlé.

Le cadre de notre réflexion collective change à toute vitesse, et il nous faut des outils nouveaux pour maîtriser ce mouvement. Sur ces affaires du climat, comme sur la brève panique énergétique de 1973-78 et pour les questions Environnement dans leur ensemble, quelle est la nouveauté ? Ce n'est pas tant la mondialisation (elle apparut dès la « première guerre mondiale »...), c'est bien plutôt le déboulé sur la scène politique des faits technico-scientifiques. C'était les hydrocarbures à visage découvert il y a 35 ans, c'est le climat aujourd'hui, et tous les chapitres de la science environnementale / sanitaire.

Les responsables politiques doivent traiter ces nouvelles données. Ils savaient à peu près gérer les concepts sur l'économique et le social – laisser le business tourner, l'aider parfois, favoriser leur clientèle électorale, et réguler la solidarité envers les plus pauvres, avec plus ou moins d'élan suivant les aléas politiques du vote gauche/droite – et aussi sur la sécurité intérieure et extérieure.

Mais voici que la science est devenue *objet* du débat politique. Pas quand elle est connue et bien calibrée, mais quand il y a doute et lourds enjeux : c'est le « principe de précaution », outil que les gouvernements doivent apprendre à manier. Jauger les concepts scientifiques (évaluer les différents degrés de risque et leur probabilité) en ouvrant plus largement que le GIEC les « revues par les pairs », chiffrer les aspects économiques (coûts du risque, coût de la protection, quantification des aléas), puis décider avec l'adhésion de la population malgré le vacarme des ONG, médias, hommes d'affaires et politiciens alléchés. Ça s'analyse en termes de théorie des jeux : vaut-il mieux diminuer l'impact maximum en dépensant davantage, ou abaisser l'impact moyen en dépensant moins, ou encore laisser agir sans attendre d'en savoir plus et sans appauvrir la société par de drastiques mesures qui pourraient s'avérer inutiles ?...

Nos responsables politiques doivent apprendre à bien articuler ces diverses démarches. Le public cède parfois à l'émotion, mais le décideur conséquent ne se laisse pas entraîner vers l'excès - tout en soignant sa réélection. Donc beaucoup de dialogue, de pédagogie. C'est tout l'équilibre de la pyramide de notre nouvelle gouvernance : aux trois angles de base, émotion publique et ses relais, bonne science, bonne économie, et à la pointe du haut, sagesse de la décision politique, pertinente et acceptée...

Tout cela est déjà fort compliqué dans un même espace culturel. Vouloir le faire mondialement, avec des opinions publiques nourrissant des aversions au risque disparates ? Copenhague était un projet vraiment difficile, proche de la gageure. Le gouvernement de la terre n'est pas pour demain : en attendant, calculons le « coût d'option » sur le climat (c'est-à-dire le bénéfice de la non action) et agissons sur des affaires plus faciles...